



Politique européenne des agrocarburants

Une politique coûteuse, inefficace et qui aggrave la faim dans le monde

Position paper – Décembre 2014

Considéranants

Les politiques européenne et nationales de promotion des agrocarburants exacerbent :

- les accaparements de terres dans les pays du Sud,
- la déforestation,
- la dépendance alimentaire de l'union européenne et Exacerbent les problèmes de santé des consommateurs
- la volatilité des prix des produits agricoles
- l'insécurité alimentaire des pays pauvres.

Chaque point de pourcentage d'incorporation d'agrocarburants représente d'énormes quantités de nourriture : augmenter de **1%** le taux d'agrocarburants **en Belgique** équivaut à brûler plus de **200.000 tonnes** de produits alimentaires.

Compte tenu des émissions de CO₂ liées aux changements d'affectation des sols causés par les agrocarburants de première génération, ces politiques **n'ont pas permis de diminuer les émissions de CO₂** dans le secteur des transports (ce qui en était pourtant le principal objectif).

Recommandations

Dans le cadre du processus législatif relatif aux carburants et à l'énergie produite à partir de sources renouvelables (2012/0288(COD) – 2^{ème} lecture), nous recommandons de :

- limiter les agrocarburants de première génération issus de la biomasse à **6%¹ maximum** ;
- **stopper les aides** au secteur, ou dans le pire des cas les limiter à la production des agrocarburants servant l'objectif plafonné à 6% ;
- **intégrer le facteur ILUC** dans la comptabilisation carbone des directives FQD et RED le plus tôt possible, avec une première révision en 2016 ;
- intégrer dans les critères de durabilité le **consentement préalable, libre et informé** des populations concernées lors d'acquisition de terres pour la production d'agrocarburants ;
- **ne pas fixer d'objectifs** contraignants sur les agrocarburants de **seconde génération** sans preuves (études indépendantes) que ceux-ci ne produisent pas d'effets (directs ou indirects) négatifs au niveau social et environnemental

Deux avis éclairants

- Dans leur rapport commun Price Volatility in Food and Agricultural Markets: Policy Responses publié en juin 2011, la **FAO, la Banque mondiale, le FMI, l'OMC et l'OCDE** pointent les objectifs contraignants et les subsides en matière d'agrocarburants comme un facteur important, parmi d'autres, de volatilité des prix sur les marchés agricoles internationaux.
- « **Les agrocarburants font plus partie des problèmes que de la solution** » (déclaration de Piet Vanthemsche, président du Boerenbond, lors du séminaire CNCD-11.11.11 du 13 mai 2013).

¹ 6% en énergie pour tous les agrocarburants utilisant le sol (all land-using biofuels). Position du Parlement européen septembre 2013.

Quelques chiffres illustratifs

65% du colza européen	Est utilisé pour produire du biodiesel, ce qui augmente la dépendance européenne en huile alimentaire. Si les Tourteaux de colza diminuent les importations européennes de soja, les agrocarburants pénalisent le secteur de l'élevage par la hausse des prix des aliments d'élevage.
20% de biodiesel importés	Pour combler le déficit de la production européenne par rapport à la demande. Entre 2010 et 2011 : l'Europe a importé maintenant 407.000 tonnes de biodiesel. (Indonésie (palme) et Argentine (soja)).
5,85 millions de tonnes d'huile de palme	Ont été importées en Europe (2010), principalement d'Indonésie (déforestation, accaparement de terres et répression des populations locales). La croissance de la présence d'huile de palme dans l'alimentation européenne est liée à l'augmentation des importations européennes de cette huile.
23% des surfaces agricoles belges	Auraient été nécessaires pour produire les matières premières requises pour incorporer 5% d'agrocarburants dans nos réservoirs. Une partie des matières premières agricoles sont importées.
6 milliards d'euros	Ont été accordées au secteur des agrocarburants sous forme d'aides publiques et de défiscalisations en 2011. En supposant que le niveau de subvention actuel soit maintenu, il faudrait allouer environ 13.7 milliards d'euros par an au secteur pour atteindre l'objectif de 2020
115 millions d'euros par an	Pour prolonger, en Belgique, les aides au secteur sous forme d'une défiscalisation des agrocarburants, compensée par une augmentation des accises sur les carburants fossiles. Le système est contesté par la Commission européenne
10% de l'huile végétale mondiale	Ont été consacrés à la production de biodiesel en 2010 selon la FAO
4 fois moins d'emplois créés	Chaque emploi maintenu dans la filière agrocarburant coûte plus de 250.000 € par an. C'est 4 fois moins d'emplois créés par million € d'aide dans le secteur de l'isolation du bâtiment (37% des logements sont chauffés au Mazout).
27 à 56 millions de tonnes de CO₂ supplémentaires	Seront émis chaque année à politique inchangée : l'augmentation de la demande d'agrocarburants d'ici 2020 entraînera la conversion de 69.000 km ² d'espaces naturels en monoculture destinée aux agrocarburants. Cette conversion sera accompagnée de la destruction d'importants stocks naturels de carbone. Les émissions associées seront équivalentes à celles de 12 à 26 millions de voitures de plus sur les routes européennes
22% d'augmentation du prix du maïs	L'augmentation de la demande d'agrocarburants issus de la biomasse contribue à l'augmentation des prix agricoles. D'ici 2020 le prix des oléagineux pourrait augmenter de plus de 20%, les huiles végétales de plus de 36%, le maïs de 22% et le blé de 13%